

Agence de Toulouse

LE ZODIAQUE

1 Passage de l'Europe - ZAC du Canal

31400 TOULOUSE

Tel 05 61 73 25 56

toulouse@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 1.6.0

Mission(s)

ATHAND, AV, HAND, L (*), PHA, SEI (*), TH

Nos références

310C2403¹ (310-C-2023-00DC/0)

Date

03/03/2025

TOULOUSE - INP REPOSITIONNEMENT ACCUEIL ENSIACET

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1 Dossier DCE



Envoi	INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE TOULOUSE - MORA Pauline	Maître d'ouvrage	pauline.mora@toulouse-inp.fr
Copie	ASAKA Architectes - AKNINE Alexandre	Architecte	aknine@asaka-architectes.fr

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Stéphan ASSIÉ - Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Aurélie BALMES - Le vérificateur des installations électriques, Florian ROUGEMAILLE

Le chargé d'affaire,
Stéphan ASSIÉ

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	9
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	10
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	11
VIII.2 - Stabilité des ouvrages avoisinants.....	15
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail.....	16
VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	18
VIII.5 - Isolation acoustique - enseignement.....	27
VIII.6 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant.....	28
VIII.7 - Classement et référentiel.....	33
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	36
VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - type L (*).....	47
VIII.10 - Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*).....	48
VIII.11 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*).....	49
VIII.12 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	51

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°310-C-2023-00DC/0 et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- AV - Mission relative à la stabilité des ouvrages avoisinants
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- PHA - Mission relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- TH - Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Stéphan ASSIÉ

Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Aurélie BALMES

Le vérificateur des installations électriques, Florian ROUGEMAILLE

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Le projet prévoit la modification du sas d'entrée, l'ajout de portiques de sécurité et la création d'un comptoir d'accueil et d'un bureau avec 2 postes.

Le présent projet prévoit également la modification de l'accès à la salle polyvalente depuis le hall.

Les espaces concernés par le réaménagement sont les suivants :

- hall d'accueil
- façade sur le parvis
- sas d'entrée
- accès à la salle polyvalente.

ENSIACET

4 allée Emile Monso

31400 TOULOUSE

Adresse de l'opération :

ENSIACET

4 allée Emile MONSO

31400 TOULOUSE

31000

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

330 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 7 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- **Plans architectes**

voir Annexe

- **Descriptifs**

voir Annexe

- **Pré-étude structure**

voir Annexe

- **Plans fluides**

voir Annexe

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE TOULOUSE

- Nous transmettre l'avis de la commission d'accessibilité sur la DAT de la présente opération (qui comporte une demande de dérogation concernant l'absence d'accessibilité de l'intérieur du bureau d'accueil).
- * Nous transmettre l'avis de la commission de sécurité sur la DAT de la présente opération.
- * Parois du bureau accueil créé : en attente avis de la commission de sécurité sur le non traitement CF des parois du bureau et la réalisation d'un placard CF 1H avec porte CF 1/2H en compensation.
- * Portique issue de secours : en attente avis de la commission de sécurité sur le système à ventouse avec BG vert.

Architecte - ASAKA Architectes

- - Le prolongement horizontal des deux mains courantes de l'escalier du hall vers la salle de conférence ne démarre pas au droit du nez de la première marche en haut de ce dernier : non conforme.
- La hauteur des deux mains courantes dans la volée d'escalier n'est pas précisée sur les plans PRO (à prévoir entre 80 cm et 100 cm des nez de marches).

Lot 01 - Gros Œuvre Démolition

- * En phase exécution, l'entreprise titulaire du lot devra nous transmettre les plans d'exécution et note de calcul de dimensionnement des différents ouvrages de reprise en sous-œuvre prévus (linteau, ancrages en particulier) pour réaliser l'agrandissement du voile béton recevant la porte en haut de l'escalier du hall vers la salle polyvalente
- * Aucune stabilité au feu n'est précisée au CCTP §2.4 pour les structures prévues (linteau, ancrages en particulier) pour réaliser l'agrandissement du voile béton recevant la porte en haut de l'escalier du hall vers la salle polyvalente (à prévoir SF 1H, ou R60).

Lot 02 - Serrurerie

- * En phase exécution, l'entreprise titulaire du lot devra nous transmettre les plans de détail et dossier technique d'exécution complet des cloisons vitrées du sas d'entrée (en particulier pour la façade côté extérieur ; aucun plan de ces cloisons n'est donné sur les plans PRO).
- * Aucune visualisation du vitrage des portes vitrées du sas d'entrée n'est décrite au CCTP : à prévoir conformément au DTU 39P5.
- La performance thermique U_w des parois vitrées remplacées doit être inférieure ou égale à $1,90 \text{ W/m}^2\cdot\text{K}$.
Disposition à rappeler au cctp Lot 02.
- Nous rappelons que les façades-rideaux remplacées, excepté celles exposées au nord ou masquées, doivent satisfaire, par l'utilisation d'un vitrage de contrôle solaire ou d'une protection mobile ou par l'association des deux solutions, à un facteur solaire de la paroi complète S_w inférieur ou égal à 0,35.
Disposition à rappeler au cctp.
- * Préciser au CCTP que la porte extérieure automatique coulissante du sas d'entrée devra être reliée à un déclencheur manuel de couleur verte à proximité et que le mécanisme devra être asservi à l'alarme incendie.
- * Préciser au CCTP §02.2.1.1 le type de vitrage de la porte extérieure automatique coulissante du sas d'entrée (à prévoir en vitrage de sécurité).
- * Préciser au CCTP §02.2.7 la classe en réaction au feu des habillages en cassettes pliées prévus (à prévoir C-s3, d0 ou catégorie M2 en parois verticales et/ou B-s3, d0 ou catégorie M1 en plafond; PV de réaction au feu ou déclarations de performances à nous transmettre en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).

Lot 03 - Équipements de sécurité

- * Le portillon de secours permettant l'évacuation devra être conforme à la norme NF S61-937 : à préciser au CCTP §03.2.3 (justificatif à nous fournir en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).
- * Absence de description au CCTP du raccordement du portillon de secours permettant l'évacuation à un bloc bris de glace vert : à prévoir.

Lot 04 - Cloisons modulaires

- Préciser au CCTP §04.2.1.2 la largeur de passage de la porte vitrée du bureau d'accueil.

Lot 05 - Menuiseries intérieures & Plâtrerie

- Absence de signalisation décrite au CCTP pour la partie accessible PMR de la banque d'accueil créée dans la zone attente.
- * Préciser au CCTP §05.2.3.6 la classe en réaction au feu du tapis d'entrée prévu (PV de réaction au feu ou déclaration de performances à nous transmettre en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).
- * Préciser au CCTP §05.2.3.3 la classe réaction au feu des panneaux MDF revêtus de placage bois prévus pour la banque d'accueil de la zone attente (PV de réaction au feu ou déclaration de performances à nous transmettre en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).

Lot 06 - Electricité

- Absence de signal sonore et visuel décrit au CCTP §6.2 pour le dispositif de contrôle d'accès accessible PMR.
- Aucun niveau d'éclairage de la banque d'accueil créée n'est donné au CCTP : à prévoir conforme pour l'accessibilité PMR.
- Aucune boucle à induction magnétique n'est prévue au CCTP : confirmer si un tel dispositif existant est présent dans l'établissement (à prévoir le cas échéant).
- Aucun niveau d'éclairage de l'escalier du hall vers la salle de conférence n'est donné au CCTP : à prévoir conforme pour l'accessibilité PMR.
- Modification de l'éclairage dans le sas, le Hall, l'accueil et cage escalier.

Prévu commande d'éclairage par détection dans le sas et interrupteur pour le nouvel espace accueil (cctp Lot 06§5.7).

Nous rappelons que dans les parties communes, l'installation d'éclairage comporte un dispositif automatique permettant, lorsque le local est inoccupé :

- soit l'abaissement de l'éclairage au niveau minimum réglementaire ou à un niveau d'éclairage contractuel durant une durée déterminée si un besoin fonctionnel le justifie;
- soit l'extinction des sources de lumière artificielle, si aucune réglementation n'impose un niveau minimal.

Un même dispositif dessert au plus :

- une surface maximale de 100 m² et un seul niveau pour les circulations horizontales et les parties communes intérieures;
- trois niveaux pour les circulations verticales.

Les dispositions retenues sont à préciser pour le Hall et l'accueil.

- Concerne le bureau.

Nous rappelons que la nouvelle installation d'éclairage du bureau doit comporter une commande centralisée à destination du personnel de gestion, ou un dispositif automatique lorsque le local est inoccupé, permettant :

- soit l'abaissement de l'éclairage au niveau minimum réglementaire ou à un niveau d'éclairage contractuel durant une durée déterminée si un besoin fonctionnel le justifie;
- soit l'extinction des sources de lumière artificielle, si aucune réglementation n'impose un niveau minimal.

De plus, la nouvelle installation d'éclairage doit comporter :

- des sources de lumières artificielles à gradation de puissance, régulées automatiquement en fonction de l'éclairage naturel du local ;
- des dispositifs de régulation en fonction de l'éclairage naturel couvrant chacune une surface maximale de 25 m².

Ce dispositif peut être associé à une commande manuelle d'abaissement au minimum réglementaire ou d'extinction de l'éclairage, placée dans le local.

Dispositions à rappeler au cctp.

- * Les installations desservant les locaux et dégagements non accessibles au public doivent être commandées et protégées indépendamment de celles desservant les locaux et dégagements accessibles au public.
- * Il convient de compléter le balisage des issues de secours au niveau du portique de secours et de la porte donnant accès au SAS.
- * Préciser au CCTP §7.2 que le tableau de report d'alarme incendie prévu dans le bureau d'accueil devra être compatible avec le SSI existant (certificat NF SSI et rapport d'associativité à nous fournir en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).
- * En phase réception, le rapport de réception technique de coordination SSI devra nous être fourni.

Lot 07 - CVC

- Mise en place d'un caisson d'extraction dédié au nouveau bureau.
Caisson de type KANA ECM 100 de chez France AIR.
La puissance consommée par le caisson de ventilation ainsi que les débits traités seront à nous transmettre en phase EXE.
Nous rappelons que les auxiliaires de ventilation installés d'une puissance électrique absorbée inférieure à 30 W devront présenter une consommation maximale par ventilateur de 0,30 wh/m³, qui peut être portée à 0,45 Wh/m³ en présence de filtres F5 à F9.
- * Caisson d'extraction de type KANA ECM 100 de chez France AIR (cctp Lot 07§5.1.1)
Il conviendra de préciser la nature des réseaux aérauliques.
Nous rappelons que les conduits de distribution et de reprise d'air doivent être en matériaux de catégorie M0. Les conduits souples au raccordement des bouches sont admis ponctuellement en matériau M1 et sur une longueur maximale de 1 mètre. Au-delà de 1 mètre, le conduit souple doit être classé M0 (anciennement M0/M0).
- * Le caisson d'extraction ne peut pas être implanté dans un local à risque particulier, à moins qu'il ne le desserve, en application de la NF C 15-100.
Une autre solution consisterait à l'isoler du local en le plaçant dans un placard coupe-feu ou au-dessus d'un faux-plafond coupe-feu.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité
- Avis technique du CSTB
- Détail appui de baie du gros oeuvre
- Murs rideaux - inertie profil

EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE - INSTALLATION DE FLUIDES ET INSTALLATION DE LEVAGE

- Plan et étude du BET fluide
- Tracé
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

RÉGLEMENTATION THERMIQUE (RT2012, RT Globale, RT ELEMENT)

- Caractéristiques thermiques des matériaux et équipements mis en place
- Attestation d'autocontrôle des entreprises sur la bonne exécution des ouvrages (isolation, étanchéité à l'air...)

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier
- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Portes

- Portes doubles vantaux : PV de résistance au feu ½ heure
- Trappes de visites : PV de résistance au feu ½ heure
- Bandeau de déverrouillage électromagnétique des issues de secours : certificat de conformité NF S 61-937
- Portes DAS : certificat de conformité NF S 61-937
- Portes automatiques : certificat de conformité CO 48
- Portes à fermeture automatique : certificat de conformité NF S 61-937

Aménagements

- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu
- Eléments de gros mobilier : PV de réaction au feu

Chauffage / climatisation / ventilation

- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Conduit souple de ventilation : PV de réaction au feu
- Extracteur VMC : PV d'extracteur 400°C – ½ heure

SSI

- Système de Sécurité Incendie : certificat d'associativité des matériels
- Système de Sécurité Incendie : attestation d'autocontrôles (GE 8)
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Stabilité des ouvrages avoisinants
- Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Isolation acoustique - enseignement
- Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type L (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES		
	Référentiel de calcul applicable	AF	
	Vent Influence du relief Etude particulière au vent	AF	NF EN 1991-1-4 et Annexe nationale à la NF EN 1991-1-4:2005 citées au CCTP lot 2.
	Neige	SO	travaux d'aménagement intérieurs et remplacement façades vitrées.
	Charges d'exploitation	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Protection contre les termites	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	CONTEXTE GEOTECHNIQUE	SO	
	TERRASSEMENTS	SO	
	SOUTENEMENTS DEFINITIFS	SO	
	VOIRIES	SO	
	RESEAUX EXTERIEURS AU BATIMENT	SO	
	AMELIORATION-RENFORCEMENT DE SOL	SO	
	DALLAGES	SO	
	FONDACTIONS	SO	
	GESTION DES EAUX SOUTERRAINES	SO	
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE		
	Principe constructif général Eléments constitutifs du gros œuvre	AF	structures prévues (linteau, ancrages en particulier) dans le cadre du remplacement de la porte en haut de l'escalier du hall vers la salle polyvalente.
	Mode constructif traditionnel ou courant adapté à l'usage et au contexte de l'ouvrage	AF	
	Procédés structurels non traditionnels	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Dispositions particulières		
	Composition des bétons		
	Classes d'expositions	AF	prévu au CCTP lot 01.
	Conformité à la NF EN 206/CN et au DTU 21	AF	prévu au CCTP lot 01.
	Pré-étude ou note d'hypothèse structure	SO	
	Principes généraux de contreventement et de stabilité des ouvrages béton ou maçonnerie	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Eléments porteurs verticaux	SO	
	Eléments porteurs horizontaux	AS	En phase exécution, l'entreprise titulaire du lot devra nous transmettre les plans d'exécution et note de calcul de dimensionnement des différents ouvrages de reprise en sous-œuvre prévus (linteau, ancrages en particulier) pour réaliser l'agrandissement du voile béton recevant la porte en haut de l'escalier du hall vers la salle polyvalente
	Effets thermiques et retrait	SO	
	Eléments préfabriqués	SO	
	Gros œuvre destiné à recevoir un produit d'étanchéité ou d'imperméabilisation (piscine, cuvelage...)	SO	
	Soubassements	SO	
	Ouvrages de génie civil hydrauliques	SO	
	PONTS ET PASSERELLES	SO	
	CONSTRUCTION EN BOIS	SO	
	CHARPENTE METALLIQUE ou MIXTE	SO	
	INTERFACES STRUCTURALES	SO	
	COUVERTURE / ZINGUERIE	SO	
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE	SO	
	FACADES ET PIGNONS	SO	
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE		
	MENUISERIES EXTERIEURES	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	FACADES LEGERES - MURS-RIDEAUX		
	Principe constructif général	AS	En phase exécution, l'entreprise titulaire du lot devra nous transmettre les plans de détail et dossier technique d'exécution complet des cloisons vitrées du sas d'entrée (en particulier pour la façade côté extérieur ; aucun plan de ces cloisons n'est donné sur les plans PRO).
	Composition de la façade légère	AF	façade vitrée de l'entrée principale remplacée à l'identique avec cloisons vitrées bord à bord.
	Dispositions constructives particulières	SO	remplacement à l'identique de la façade vitrée au droit de l'entrée du bâtiment.
	AUTRES OUVRAGES VERRIERS	SO	
	OUVRAGES EN TERRE CRUE	SO	
	OUVRAGES EN PAILLE	SO	
	OUVRAGES PORTEURS EN PAILLE	SO	
	OUVRAGES EN BETON DE CHANVRE	SO	
	GARDE-CORPS	SO	
	ETANCHEITE DE PLANCHERS INTERMEDIAIRES	SO	
	EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE ET INSTALLATIONS DE FLUIDES / LEVAGE	SO	

VIII.2 - Stabilité des ouvrages avoisinants

Mission sans objet: Les travaux n'ont aucune incidence sur les avoisinants du bâtiment concerné.

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail

Décret n°2009-1272 du 21 Octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés

Article R. 4214-26 :

Les lieux de travail, y compris les locaux annexes, aménagés dans un bâtiment neuf ou dans la partie neuve d'un bâtiment existant sont accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur type de handicap.

Les lieux de travail sont considérés comme accessibles aux personnes handicapées lorsque celles-ci peuvent accéder à ces lieux, y circuler, les évacuer, se repérer, communiquer, avec la plus grande autonomie possible.

Les lieux de travail sont conçus de manière à permettre l'adaptation des postes de travaux aux personnes handicapées ou à rendre ultérieurement possible l'adaptation des postes de travail.

Article R. 4214-27 :

Des dérogations aux dispositions de l'article R.4214-24 peuvent être accordées par le préfet, après avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, en cas d'impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment.

Article R. 4214-28 :

Un arrêté des ministres chargés du travail, de l'agriculture et de la construction détermine les modalités d'application propres à assurer l'accessibilité des lieux de travail en ce qui concerne, notamment, les circulations horizontales et verticales, les portes et les sas intérieurs, les revêtements des sols et des parois, les dispositifs d'éclairage et d'information, le stationnement automobile.

En l'absence de parution d'un arrêté pris en application de l'Article R. 4214-28 :

Arrêté du 27 Juin 1994

Relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R4214-26 (ex R235-3-18) du code du travail.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 1	Généralités	AS	Nous transmettre l'avis de la commission d'accessibilité sur la DAT de la présente opération (qui comporte une demande de dérogation concernant l'absence d'accessibilité de l'intérieur du bureau d'accueil).
Art. 1	Dispositions particulières aux aménagements de bâtiments existants.		
Art. 2	Caractéristiques des cheminements praticables par les personnes handicapées : - cheminement usuel, - sol, - largeur minimale, - largeur minimale des portes, - profil en long, - palier de repos, - ressauts, - pente transversale, - trous et fentes, obstacles isolés, - garde corps.	HM HM HM AS HM HM HM HM HM HM HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport. Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport. Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport. Préciser au CCTP §04.2.1.2 la largeur de passage de la porte vitrée du bureau d'accueil. Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport. Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport. Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport. Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport. Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport. Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
Art. 3	Ascenseurs	SO	Exigible dès que des lieux de travail sont aménagés en étage jusqu'à parution de l'arrêté d'application du décret du 21/10/09
Art. 4	Prescriptions relatives aux escaliers.	SO	
Art. 5	Parcs de stationnement.	SO	
Art. 6	Installations sanitaires.	SO	
Art. 7	Locaux de restauration et de repos.	SO	
Art. 8	Signalisation des cheminements spécifiques.	SO	
Art. 9	Conditions d'applications de l'arrêté	PM	

VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	SO AF	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)	SO AF	Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires	AS	Nous transmettre l'avis de la commission d'accessibilité sur la DAT de la présente opération (qui comporte une demande de dérogation concernant l'absence d'accessibilité de l'intérieur du bureau d'accueil).
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire	SO	
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM PM SO	 A la charge du MOA Travaux au rez-de-chaussée d'un bâtiment existant.

[illegible]

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 5	Signal sonore et visuel lié au fonctionnement des dispositifs d'accès	AS	Absence de signal sonore et visuel décrit au CCTP §6.2 pour le dispositif de contrôle d'accès accessible PMR.
	En cas de contrôle d'accès, possibilité de signalement pour personnes sourdes, malentendantes, muettes.	AS	Absence de signal sonore et visuel décrit au CCTP §6.2 pour le dispositif de contrôle d'accès accessible PMR.
	Sans vision directe : interphonie avec visualisation.	SO	
	En cas d'installation ou de renouvellement des appareils d'interphonie : boucle d'induction magnétique selon annexe 9 ou NF EN 60.118-4 et retour visuel des informations principales fournies	SO	
	Dispositions relatives à l'accueil du public		
	I. - Usage attendu		
	Repérage, accessibilité et utilisation d'au moins un point d'accueil adapté à l'entrée	AF	Banque d'accueil créée côté intérieur zone d'attente.
	Toute information sonore nécessaire à l'utilisation du point d'accueil, transmise par moyens adaptés ou doublée par une information visuelle	SO	
	Eclairage renforcé dans les espaces ou équipements de communication	AS	Aucun niveau d'éclairage de la banque d'accueil créée n'est donné au CCTP : à prévoir conforme pour l'accessibilité PMR.
	II. - Caractéristiques minimales		
Art. 6	Banques d'accueil et mobilier en faisant office utilisables assis ou debout avec communication visuelle	AF	
	Equipement destiné à lire, écrire ou utiliser un clavier (hauteur maximale 0,80m, vide en partie inférieure 0,30m x 0,60m x 0,70m)	AF	
	Si accueil sonorisé (si renouvellement ou installation): obligation d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique selon annexe 9 ou conforme à la norme NF EN 60118-4 avec pictogramme correspondant	SO	
	BIM obligatoire pour ERP avec mission de service public et ERP de 1ère et 2ème catégorie	AS	Aucune boucle à induction magnétique n'est prévue au CCTP : confirmer si un tel dispositif existant est présent dans l'établissement (à prévoir le cas échéant).
	Eclairage du poste d'accueil selon art 14 (200 lux)	AS	Aucun niveau d'éclairage de la banque d'accueil créée n'est donné au CCTP : à prévoir conforme pour l'accessibilité PMR.
	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales		
	I. - Usage attendu		
	Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales	AF	pour la zone concernée par les travaux.
	Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.	AF	pour la zone concernée par les travaux.
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles :		
	a) Profil en long	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	b) Profil en travers	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	c) Profil en travers (allées non structurantes)	SO	
	d) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 7	Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissants fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés	SO	banque d'accueil créée.
	Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique	SO	
	Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique	AF	
	2° Sécurité d'usage		
	Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	HM	
	Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).	HM	
	Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm : Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) détectable à la canne selon annexe 4	AF	Aucune visualisation du vitrage des portes vitrées du sas d'entrée n'est décrite au CCTP : à prévoir conformément au DTU 39P5.
	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	SO	
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	SO	
	Repérage des parois vitrées	AS	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	HM	
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance : Conformés à l'annexe 7 (plots régulièrement espacés, largeur suffisante, contrastée visuellement, non glissante, sans gêne pour PMR, distance = pas de freinage) ou norme NF P 98-351	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)	HM	
	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales		
	Niveau considéré comme étage pour toute dénivellation ≥ 1,20m	PM	escalier vers la salle de conférence rendu visible depuis le hall par les travaux.
	Si ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public doivent être desservis	SO	
	Signalisation des escaliers et ascenseurs si non visibles depuis le hall	AF	
	Dessert de façon sélective, signalisation adaptée des escaliers ou des ascenseurs y compris à proximité des dispositifs de commande sur palier	SO	
	Le numéro ou la dénomination de chaque étage est accessible sur chaque palier, à proximité de l'ascenseur, par une signalétique en relief visuellement contrastée par rapport à son environnement immédiat et fixée de telle sorte qu'une personne présentant une déficience visuelle puisse détecter sa signification par le toucher	SO	
	7.1. escaliers		
	I. - Usage attendu		
	Usage en sécurité y compris avec une aide appropriée	AF	
	II. - Caractéristiques minimales pour escaliers d'usage normal avec ou sans ascenseur		
	1° Caractéristiques dimensionnelles		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Largeur minimale entre mains courantes : 1,00m Marches : hauteur ≤ 17cm ; giron ≥ 28 cm</p> <p>2° Sécurité d'usage</p> <p>3° Atteinte et usage Main courante de chaque côté Située entre 0,80m et 1,00m de hauteur, dépassant les premières et dernières marches d'une longueur de marche, continue, rigide, préhensible, contrastée</p> <p>Discontinuité de la main courante 10 cm maxi pour escaliers à fut central</p>	<p>AF HM</p> <p>HM</p> <p>AF AD</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p>	<p>escalier du hall vers la salle polyvalente. Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.</p> <p>Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.</p> <p>- Le prolongement horizontal des deux mains courantes de l'escalier du hall vers la salle de conférence ne démarre pas au droit du nez de la première marche en haut de ce dernier : non conforme. - La hauteur des deux mains courantes dans la volée d'escalier n'est pas précisée sur les plans PRO (à prévoir entre 80 cm et 100 cm des nez de marches).</p>
	7.2. Ascenseurs	SO	
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		
	I. - Usage attendu Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée Absence de gêne visuelle ou sonore	AF AF	
	II. - Caractéristiques minimales Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels) En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	AF SO SO	tapis du sas d'entrée.
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas		
	I. - Usage attendu Repérage des portes vitrées	AS	Aucune visualisation du vitrage des portes vitrées du sas d'entrée n'est décrite au CCTP : à prévoir conformément au DTU 39P5.
	Toutes portes manoeuvrables	SO	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques Sas de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes	HM	dimensions du sas d'entrée existant non modifiées.
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	AF	portillon accessible PMR prévu pour le contrôle d'accès créé dans le sas d'entrée.
	II. - Caractéristiques minimales		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	1° Caractéristiques dimensionnelles Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes. Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 m en largeur utile) Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 m en largeur utile) Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée 2° Atteinte et usage Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis » Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées 3° Sécurité d'usage En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement Repérage des portes vitrées	AF AF SO AF HM AF SO PM AS SO AF SO AS	portes automatiques du sas d'entrée et porte de l'escalier du hall vers la salle de conférence : largeur 3 UP. Portique de sécurité de 900 mm de large pour accéder au hall prévu au CCTP lot 03. Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport. Absence de signal sonore et visuel décrit au CCTP §6.2 pour le dispositif de contrôle d'accès accessible PMR. portes automatiques du sas d'entrée et porte de l'escalier du hall vers la salle de conférence maintenue ouverte. Portique de sécurité de 900 mm de large pour accéder au hall prévu au CCTP lot 03. porte de l'escalier du hall vers la salle de conférence maintenue ouverte. Aucune visualisation du vitrage des portes vitrées du sas d'entrée n'est décrite au CCTP : à prévoir conformément au DTU 39P5.
	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande. I. - Usage attendu Présence d'au moins un équipement électrique adapté en cas d'équipements groupés. Présence d'au moins un équipement autre qu'électrique adapté en cas d'équipements groupés. II. - Caractéristiques minimales 1° Repérage Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel Commandes électriques repérables par contraste visuel ou tactile Commandes de réglage chauffage /ventilation accessibles au public repérables par contraste visuel ou tactile Autres commandes manuelles repérables par contraste visuel ou tactile 2° Atteinte et usage des équipements Atteinte et usage des équipements électriques	SO SO SO SO SO AS SO SO SO	Aucun niveau d'éclairage de la banque d'accueil créée n'est donné au CCTP : à prévoir conforme pour l'accessibilité PMR.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m)	AF	Bloc BG vert de décomnadation du portillon issue de secours donnant dans le sas d'entrée
	Utilisation en position debout comme assis	AF	
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour les commandes manuelles et 40 cm obstacle	AF	
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour équipement nécessitant de voir, lire, entendre, parler	SO	
	Interrupteurs et boutons de commande (mis à disposition du public) à effleurement interdits	SO	
	Guichet d'information ou vente manuelle avec communication sonorisée : obligation d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique avec pictogramme correspondant	SO	
	Atteinte et usage des équipements de chauffage ventilation accessibles au public	SO	
	Atteinte et usage des autres équipements manuels		
	Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m)	AF	
	Utilisation en position debout comme assis	AF	
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour les commandes manuelles et 40 cm obstacle	SO	banque d'accueil créée dans la zone attente.
	Hauteur entre 0,90m et 1,30m pour équipement nécessitant de voir, lire, entendre, parler	SO	
	Hauteur 0,80 cm maxi avec vide de 30cm de profondeur X 60 cm de large et 70 cm de hauteur pour équipement nécessitant de lire, écrire , utiliser un clavier	AF	
	Signalisation et information conforme à l'annexe 3	AS	
	Information visuelle doublant toute information sonore lorsqu'il existe un ou plusieurs points d'affichage instantané	SO	
	Boucle induction portative pour ERP 1ère et 2ème catégorie si plus de 3 salles de réunion sonorisées accueillant chacune plus de 50 personnes	SO	
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires	HM	Absence de signalisation décrite au CCTP pour la partie accessible PMR de la banque d'accueil créée dans la zone attente.
Art. 13	Dispositions relatives aux sorties		
	I. - Usage attendu		
	Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3	AF	
	Absence de confusion avec les sorties de secours	AF	
Art. 14	Dispositions relatives à l'éclairage		
	I. - Usage attendu		
	Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique	PM	
	II. - Caractéristiques minimales		Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :		
	des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux,	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux,	AS	Aucun niveau d'éclairage de la banque d'accueil créée n'est donné au CCTP : à prévoir conforme pour l'accessibilité PMR. Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport. Aucun niveau d'éclairage de l'escalier du hall vers la salle de conférence n'est donné au CCTP : à prévoir conforme pour l'accessibilité PMR. Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport. prévu au CCTP lot 06 : détection qui couvre l'ensemble de l'espace concerné et deux zones de détection successives doivent obligatoirement se chevaucher.
	des circulations intérieures horizontales : 100 lux,	HM	
	des escaliers et équipements mobiles : 150 lux	AS	
	des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux.	HM	
	Autres dispositions :		
	Extinction progressive en cas de temporisation	SO	
	Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence	AF	
	Absence d'éblouissement et de reflet sur signalétique	PM	
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	
Art. 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis	SO	
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel	SO	
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	SO	
Art. 20	Sous-titrage en français Sous-titrage en français activé sur téléviseurs dans lieux publics si fonctionnalité disponible Mise à disposition d'une notice dans lieux privés pour activer sous-titrage et audio-description	SO SO	
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.5 - Isolation acoustique - enseignement

Mission sans objet: Travaux dans bâtiment existant.

VIII.6 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant

OBJET DE LA MISSION:

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission Th, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique conventionnelle réglementaire du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygiénique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
- la qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

REFERENTIEL:

- Articles R173-1, R173-2 et R173-3 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation
- Décret n° 2007-363 du 19 mars 2007 Relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie, aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique.
- Arrêté du 03/05/2007 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.
- Arrêté du 13/06/2008 Relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m² lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.
- Arrêté du 08/08/2008 Portant approbation de la méthode de calcul Th-C-E ex prévue par l'arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m², lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Réglementation thermique existant généralités		Bâtiment existant de l'ENSIACET. <u>Limite des travaux :</u> Réaménagement intérieur du hall pour mise en place d'un bureau, d'une banque d'accueil et de portiques : -dépose du sas d'entrée existant et d'une partie du mur rideaux de la façade donnant sur le parvis; et création d'un sas sur toute la longueur en lieu et place -modification du réseau de chauffage/refroidissement et éclairage pour le nouvel espace bureau, accueil et zone d'attente Nota : pas de modification des volumes bâtis, des toitures, des accès, des surfaces dans le cadre du projet.
CCH R173-1	Bâtiments soumis à la RT	AF	Création d'un bureau et d'un accueil dans un bâtiment d'enseignement
CCH R173-2	Application RT globale	SO	RT globale non applicable : SHON > 1000 m² et coût des travaux liés à l'amélioration de la performance énergétique (vitrages de l'entrée) < 25% de la valeur du bâtiment.
CCH R122-3	Etude de faisabilité en approvisionnement énergétique	HM	Hors mission Th
CCH R173-3	Application RT élément/élément	AF	
Art 46 du 4 Août 2021	Cas de l'application de la RE2020 sur le projet	SO	
C.énerg e Art L712-3	Bâtiment situé dans une zone délimitée par le ou les périmètres de développement prioritaire (Réseaux de chaleur).	SO	
Art 1 - Art 90	RT GLOBALE : ARRETE DU 13/06/08 TITRE 1er ARRETE DU 03/05/2007	SO	
Art 1	Modalités d'application RT élément/élément	AF	
Art 1,7,15	Bâtiments et travaux soumis à la RT	AF	
Art 6,14	Dispositions pour les travaux dans des secteurs sauvegardés au titre des monuments historiques et architecturaux	SO	
Art 2 - Art 5	ENVELOPPE DU BATIMENT - PAROIS OPAQUES	SO	Parois opaques existantes et non modifiées dans le cadre des travaux. Création d'un bureau type modulaire à l'intérieur du hall du bâtiment.
Chapitre 2	ENVELOPPE DU BATIMENT - PAROIS VITREES		
Art 8	Disposition applicable aux installations ou remplacements des : fenêtres, portes-fenêtres, double fenêtres, façades rideau, portes d'entrée (Maison individuelle), verrières et vérandas donnant sur l'extérieur ou un volume non chauffé	PM	- dépose du sas d'entrée et d'une partie de la façade rideau, - côté extérieur du nouveau sas : mise en place d'une porte automatique à rupture de pont thermique + cloisons vitrées bord à bord à rupture de pont thermique (cctp Lot n°02 §02.2.1.1 et §02.2.1.1) - côté intérieur du nouveau sas : mise en place de portes automatiques pour issue de secours sans rupteur de pont thermique (cctp Lot n°02 §02.2.1.2) + cloisons vitrées bord à bord sans rupteur de pont thermique (cctp Lot n°02 §02.2.2.2)
	Parois vitrées hors champ d'application RT	PM	Les parois suivantes ne sont pas concernées pas l'application de l'arrêté: Les vitrines et les baies vitrées avec un caractéristique particulière, les portes d'entrées (hors maison individuelle), les pavés de verres, les vitraux, les vérandas non chauffées, les conduits de lumière naturelle, les fenêtres générant des surcoûts disproportionnées pour le gain énergétique
Art 9	Respect du coefficient de transmission thermique Uw maximal : - - Fenêtres (S> 0.5 m²), porte-fenêtres, double-fenêtres, façade rideaux : $U_w \leq 1.9 \text{ W/m}^2.K$	AS	La performance thermique Uw des parois vitrées remplacées doit être inférieure ou égal à 1,90 W/m².K. Disposition à rappeler au cctp Lot 02.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 10	- - Portes d'entrées maison individuelle : $U_d \leq 2 \text{ W/m}^2.\text{K}$	SO	<p>Nous rappelons que les façades-rideaux remplacées, excepté celles exposées au nord ou masquées, doivent satisfaire, par l'utilisation d'un vitrage de contrôle solaire ou d'une protection mobile ou par l'association des deux solutions, à un facteur solaire de la paroi complète Sw inférieur ou égal à 0,35.</p> <p>Disposition à rappeler au cctp.</p>
	- - Verrière : $U_{cw} \leq 2.5 \text{ W/m}^2.\text{K}$	SO	
	- - Véranda : $U_{véranda} \leq 2.5 \text{ W/m}^2.\text{K}$	SO	
	- - Fenêtre ($S < 0.5 \text{ m}^2$) : $U_g \leq 1.5 \text{ W/m}^2.\text{K}$	SO	
	Les fermetures et protections solaires existantes extérieures des fenêtres, porte-fenêtres et façades rideaux doivent être maintenues ou remplacées.		
	- Remplacement de protection solaire mobile : Facteur solaire ≤ 0.15		
	- Bâtiments non-résidentiels : Fenêtres, porte-fenêtres ou façades-rideaux installées ou remplacées : facteur solaire de l'ensemble de la paroi $Sw \leq 0.35$	AS	
Art 11	Fenêtres de toit installées ou remplacées : Facteur solaire de l'ensemble de la paroi $Sw \leq 0.15$ Les protections solaires extérieures sont réputées satisfaisantes.	SO	
Art 12	Mise en place d'entrée d'air pour les nouvelles fenêtres et porte-fenêtre:	SO	
Art 13	Coffres de volet roulant installés ou remplacés :	SO	
Chapitre 3	CHAUFFAGE		
Art 16	Mise en place en place d'une chaudière à coupe-tirage de type B1 autorisée uniquement en remplacement sur conduits collectifs (shunt,VMC gaz) ou conduit individuel $> 10 \text{ m}$	SO	Production à combustion existante non modifiée dans le cadre des travaux.
Art 17	Chaudière de puissance thermique nominale supérieure à 400 kW (étanche ou à conduit de fumées) installée ou remplacée: - Rendement mini à pleine charge : 90.9% - Rendement mini à 30% de charge : 90.9 %	SO	
Art 18	Pompe à chaleur installée ou remplacée : Puissance $> 400 \text{ kW}$ et usage de chauffage - Respect du coefficient de performance (COP) en fonction du type de PAC : $COP \geq 3.2$ (Teau intérieure:35°C)	SO	<p>Dépose du rideau d'air existant et récupération de l'alimentation EC/EG pour alimenter le ventilo-convecteur du nouveau bureau. Régime d'eau 80°C/60°C.</p> <p>Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.</p> <p>Les travaux ne concernent que le volume chauffé.</p> <p>Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.</p> <p>Ventilo-convecteur du bureau équipé d'un thermostat d'ambiance mural ou intégré avec sélecteur 3 vitesses (cctp Lot 07 §4.3)</p> <p>Ventilo-convecteur à EC/EG.</p> <p>Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.</p>
	Respect du coefficient de performance (COP) en fonction du type de PAC : $COP \geq 2.7$ (si Teau intérieure=45°C) pour PAC air/eau-eau/eau avec capteurs enterrés-sol/eau-sol/sol	SO	
Art 19	Pompe à chaleur installée ou remplacée : Puissance $> 12 \text{ kW}$ et usage de chauffage - Respect du coefficient de performance (COP) en fonction du type de PAC : $COP \geq 3.2$ (Tair intérieure: 20°C)	SO	
Art 20	Mise en place de radiateurs basse température lorsque toute l'installation de chauffage est remplacée	SO	
Art 21	Dispositif de mise à l'arrêt des pompes de circulation	HM	
Art 22	Calorifuge dans les locaux non chauffés des réseaux de distribution chaleur, de froid et le raccordement aux réseaux de chaleur et de froid installés ou remplacés:	SO	
Art 23	Mise en place en pied de colonne d'organe d'équilibrage lors d'un remplacement du réseau de chauffage	HM	
Art 24	Nouvel émetteur de chauffage : Mise en place par local desservi de dispositif d'arrêt manuel et de régulation en fonction de la température intérieure par local	AF	
	Cas du chauffage par plancher chauffant à eau basse température ou à air insufflé: Le dispositif de régulation et d'arrêt peut être commun à plusieurs locaux (Stotale $< 100\text{m}^2$).	SO	
Art 25	Nouveau dispositif de régulation des émetteurs de chauffage à effet joule:	SO	
	Nouvel émetteur de chauffage à effet joule : détection automatique de présence ou d'ouvertures des fenêtres	SO	
Art 26	Nouveau dispositif de chauffage centralisé : - Dispositif de régulation avec fonction : confort, réduit, hors gel et arrêt	HM	Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.
Art 27	Nouveau dispositif de chauffage centralisé à combustible liquide ou gazeux est équipé d'un régulateur relevant de l'une des classes IV, V, VI, VII ou VIII	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 28 - Art 29	EAU CHAUDE SANITAIRE	HM	Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.
Chapitre 5	REFROIDISSEMENT		
Art 30	Lors de l'installation ou du remplacement d'un système de refroidissement dans un local, les baies non orientées au Nord doivent être équipées de protection solaire - - Locaux d'habitation : protection mobile permettant $FS \leq 0.15$ ou classe 3 ou 4 - - Autres locaux : protection permettant $FS \leq 0.35$ ou classe 2, 3 ou 4	SO	La climatisation ne concerne que le nouveau bureau, les cloisons vitrées ne donnent pas directement sur l'extérieur.
Art 31	Climatiseurs installés ou remplacés de $P > 12kW$ - Valeurs de niveau de rendement énergétique (EER) mini:	HM	Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.
Art 32	Dispositif de mise à l'arrêt des pompes de circulation	HM	Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.
Art 33	Nouvelle installation de refroidissement :	SO	
Art 34	Interdiction de chauffer puis refroidir ou inverse avant émission dans le local	SO	
Art 35	Locaux autres qu'habitation pour une surface refroidie $\geq 400m^2$: dispositif permettant de suivre les consommations et la température intérieure	HM	Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.
Chapitre 6	VENTILATION		Les façades rideaux déposées ne comportent pas d'entrée d'air.
Art 36	Habitation : Consommation maxi par ventilateur installé ($P_{abs} < 30 W$) ou remplacé de $0.25Wh/m^3$ et $0.4Wh/m^3$ en présence de filtres F5 à F9	SO	
Art 37	Autre qu'habitation : Consommation maxi par ventilateur installé ou remplacé de $0.3Wh/m^3$ et $0.45Wh/m^3$ en présence de filtres F5 à F9	AS	Mise en place d'un caisson d'extraction dédié au nouveau bureau. Caisson de type KANA ECM 100 de chez France AIR. La puissance consommée par le caisson de ventilation ainsi que les débits traités seront à nous transmettre en phase EXE. Nous rappelons que les auxiliaires de ventilation installés d'une puissance électrique absorbée inférieure à 30 W devront présenter une consommation maximale par ventilateur de 0,30 wh/m3, qui peut être portée à 0,45 Wh/m3 en présence de filtres F5 à F9.
Art 38	Bâtiment autre qu'habitation - Installation ou remplacement des dispositifs de ventilation : Mise de systèmes indépendants pour des locaux ou groupes de locaux avec des occupations ou des usages différents	AF	Mise en place d'un caisson d'extraction dédié au nouveau bureau. (cctp Lot CVC §5.1.1)
Art 39	Bâtiment autre qu'habitation - Mise en place de régulation en fonction des besoins (occupation, horloge) pour tout nouveau système de ventilation	AF	Caisson piloté sur horloge(cctp Lot CVC §5.1.1)
Art 40	Bâtiment autre qu'habitation - Temporisation des dispositifs de modifications manuelles des débits d'un local pour les nouveaux systèmes de ventilation	SO	
Chapitre 7	ECLAIRAGE DES LOCAUX		
Art 41	Installations d'éclairage remplacées ou installées - application des articles 42 à 48	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 42	<p>Nouvelles installations d'éclairage dans les parties communes, parcs de stationnement - Mise en place d'un dispositif automatique permettant en cas d'inoccupation soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'abaissement de l'éclairement au niveau réglementaire - L'extinction des sources de lumière si aucun niveau minimal imposé <p>Un même dispositif dessert au plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une surface maximale de 100 m² et un niveau de circulations horizontales - Trois niveaux pour les circulations verticales - Un seul niveau et au plus une surface de 500 m² pour les espaces de stationnement. 	AS	<p>Modification de l'éclairage dans le sas, le Hall, l'accueil et cage escalier.</p> <p>Prévu commande d'éclairage par détection dans le sas et interrupteur pour le nouvel espace accueil (ccpt Lot 06§5.7).</p> <p>Nous rappelons que dans les parties communes, l'installation d'éclairage comporte un dispositif automatique permettant, lorsque le local est inoccupé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit l'abaissement de l'éclairement au niveau minimum réglementaire ou à un niveau d'éclairement contractuel durant une durée déterminée si un besoin fonctionnel le justifie; - soit l'extinction des sources de lumière artificielle, si aucune réglementation n'impose un niveau minimal. <p>Un même dispositif dessert au plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une surface maximale de 100 m² et un seul niveau pour les circulations horizontales et les parties communes intérieures; - trois niveaux pour les circulations verticales. <p>Les dispositions retenues sont à préciser pour le Hall et l'accueil.</p>
Art 43	<p>Bâtiments à usage autre que d'habitation - installations autres que celles de l'art. 42 - Mise en place d'une commande centralisée ou d'un dispositif automatique en cas d'inoccupation</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'abaissement de l'éclairement au niveau réglementaire - L'extinction des sources de lumière si aucun niveau minimal imposé <p>Pour les locaux avec un accès majoritaire à l'éclairage naturel où l'extinction des sources de lumière est possible et sont principalement occupés la journée, l'installation doit comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gradation des sources de lumières régulée par éclairage naturel - Dispositif de régulation couvrant une surface ≤ 25 m² 	AS	<p>Concerne le bureau.</p> <p>Nous rappelons que la nouvelle installation d'éclairage du bureau doit comporter une commande centralisée à destination du personnel de gestion, ou un dispositif automatique lorsque le local est inoccupé, permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit l'abaissement de l'éclairement au niveau minimum réglementaire ou à un niveau d'éclairement contractuel durant une durée déterminée si un besoin fonctionnel le justifie; - soit l'extinction des sources de lumière artificielle, si aucune réglementation n'impose un niveau minimal. <p>De plus, la nouvelle installation d'éclairage doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des sources de lumières artificielles à gradation de puissance, régulées automatiquement en fonction de l'éclairage naturel du local ; - des dispositifs de régulation en fonction de l'éclairage naturel couvrant chacune une surface maximale de 25 m². <p>Ce dispositif peut être associé à une commande manuelle d'abaissement au minimum réglementaire ou d'extinction de l'éclairage, placée dans le local.</p> <p>Dispositions à rappeler au ccpt.</p>
Art 44	Bâtiment à usage autre que d'habitation - Puissance éclairage installée ≤ 1.6 W/m ² par tranche de 100 lux	AF	Prévu au ccpt Lot 06§ 5.7 une note de calcul d'éclairement. Eclairage à LED. Le document sera à nous transmettre en phase EXE.
Art 45	Bâtiment à usage autre que d'habitation - Visualisation de l'éclairage du local sur la commande dans le cas d'une gestion à distance		
Art 46	Bâtiment à usage autre que d'habitation - cas des locaux sportifs et salles polyvalentes - Dispositifs gérant plusieurs niveaux d'éclairement		
Art 47 - Art 51	ENERGIE RENOUVELABLE	SO	

VIII.7 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

L'établissement TOULOUSE INP occupe la totalité du bâtiment.

Il est classé en ERP de type R 1ère catégorie avec activités secondaires de type N et L.

Situé 4 allée Emile Monso à Toulouse, il est accessible par un accès constitué par une voie publique.

Isolement par rapport aux tiers : configuration inchangée suite aux travaux.

Absence de PS.

Description Structure / Enveloppe / Façade : modification des structures attenantes à la porte d'accès à la salle polyvalente depuis le hall; configuration inchangée suite aux travaux.

Description cloisonnement intérieur : cloisonnement traditionnel ; configuration inchangée suite aux travaux. Ajout d'un bureau d'accueil.

Desserte intérieure (Escaliers / Ascenseurs) : configuration inchangée suite aux travaux.

Solution pour l'évacuation des personnes en situation d'handicap (GN8 applicable à l'ERP) : configuration inchangée suite aux travaux.

Description des différents étages : configuration inchangée suite aux travaux.

Description sommaire des installations :

Les installations techniques suivantes sont inchangées suite aux travaux :

- Installations de chauffage, à l'exception du bureau traité thermiquement par un ventilo-convecteur
- Installations de ventilation, à l'exception d'un ajout d'une ventilation simple flux pour le bureau créé
- Installations de réfrigération climatisation conditionnement d'air
- Installations d'eau chaude sanitaire
- Installations de gaz combustibles
- Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration
- Installations de désenfumage
- Installations électriques : Les installations électriques courants forts auront pour origine le Tableau Divisionnaire TD01bis existant. Éclairage de sécurité par BAES.
- Moyens de secours :
 - o Plans d'intervention et/ou d'évacuation à mettre à jour
 - o mise en place d'un tableau de report dans le bureau d'accueil

Date d'application du référentiel réglementaire : 28/01/2025

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : D'après la notice de sécurité du projet, l'effectif total des bâtiments est de 2 022 personnes :

- Étudiants : 1 580 p

- Enseignants et personnels administratifs : 442 p

Effectif du public : 1580 personnes

Effectif du personnel : 442 personnes

Effectif public + personnel : 2022 personnes

1ère catégorie de type L,N,R

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Avis de la commission de sécurité sur le dossier DAT à transmettre.

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 12/12/1984 portant approbation des dispositions particulières applicables au type L
- Arrêté du 21/06/1982 portant approbation des dispositions particulières applicables au type N
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

En attente avis de la commission de sécurité sur le dossier DAT.

Autres prescriptions particulières :

En attente avis de la commission de sécurité sur le dossier DAT.

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Titre Premier Dispositions Générales		
	Chapitre Premier - Généralités		
GE 1	Objet.	PM	
	Section I - Contrôle des Etablissements		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	Section II - Vérifications Techniques		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	AS	Nous transmettre l'avis de la commission de sécurité sur la DAT de la présente opération.
		PM	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	PM	Attestations d'autocontrôles à nous fournir en fin de chantier.
GE 9	Rapports de vérifications.	PM	Établis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	Chapitre II - Construction		
CO 1 - CO 5	Section I - Conception et Desserte des Bâtiments	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 6 - CO 10	Section II - Isolement par Rapport aux Tiers	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Section III - Résistance au Feu des Structures		
CO 11	Généralités.	PM	
CO 12	Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public - Règles générales.	AS	Aucune stabilité au feu n'est précisée au CCTP §2.4 pour les structures prévues (linteau, ancrages en particulier) pour réaliser l'agrandissement du voile béton recevant la porte en haut de l'escalier du hall vers la salle polyvalente (à prévoir SF 1H, ou R60).
CO 13	Cas particuliers de résistance au feu de certains éléments de structure.	SO	
CO 14	Cas particuliers des bâtiments en rez-de-chaussée.	SO	
CO 15	Cas particuliers de certains bâtiments à trois niveaux au plus.	SO	
CO 16 - CO 18	Section IV - Couvertures	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Section V - Façades		
CO 19	Généralités.	PM	
CO 20	Réaction au feu des composants et équipements de façades.	AF	Menuiseries aluminium remplacées en façade du sas d'entrée à l'identique.
CO 21	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades comportant des baies.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 22	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades ne comportant pas de baie.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage		
CO 23	Généralités.	AF	
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AS	Parois du bureau accueil créé : en attente avis de la commission de sécurité sur le non traitement CF des parois du bureau et la réalisation d'un placard CF 1H avec porte CF 1/2H en compensation.
		AF	Cloison de distribution type 72/36 classée EI60 décrite au CCTP lot 05 au droit de la porte D.A.S. CF1/2H jusqu'à la sous face de dalle
CO 25	Compartiments.	SO	
CO 26	Recoupement des vides.	AF	
CO 27 - CO 29	Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 30 - CO 33	Section VIII - Conduits et Gains	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Section IX - Dégagements		
	Sous-section 1 - Dispositions générales		
CO 34	Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	AF	Concerne le sas d'entrée modifié et la porte de l'escalier du hall vers la salle de conférence uniquement.
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	Portes du sas et de l'escalier du hall vers la salle de conférence : 3UP (largeur identique à l'existant).
CO 37	Saillies et dépôts.	SO	
CO 38	Calcul des dégagements.	HM	Nombre de dégagements non modifié.
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO	
CO 40	Enfouissement maximal.	SO	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	SO	
CO 42	Balisage des dégagements.	PM	voir Articles EC.
	Sous-section 2 - Sorties		
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF	portes du sas d'entrée : distance > 5 mètres avec la porte battante existante en façade (côté amphithéâtre).
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AF	
CO 45	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46	Portes des sorties de secours.	AS	Le portillon de secours permettant l'évacuation devra être conforme à la norme NF S61-937 : à préciser au CCTP §03.2.3 (justificatif à nous fournir en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).
		AS	Portique issue de secours : en attente avis de la commission de sécurité sur le système à ventouse avec BG vert.
		AS	Absence de description au CCTP du raccordement du portillon de secours permettant l'évacuation à un bloc bris de glace vert : à prévoir.
CO 46§1	Manoeuvre des portes.		
CO 46§2	Verrouillage des portes.		
CO 46§3	Dispositifs de dissuasion.		
CO 47	Portes à fermeture automatique.	AF	Porte escalier hall vers salle polyvalente : prévue porte DAS CF1/2h au CCTP lot 05.
CO 48	Portes de types spéciaux.	AS	Préciser au CCTP que la porte extérieure automatique coulissante du sas d'entrée devra être reliée à un déclencheur manuel de couleur verte à proximité et que le mécanisme devra être asservi à l'alarme incendie.
		AS	Préciser au CCTP §02.2.1.1 le type de vitrage de la porte extérieure automatique coulissante du sas d'entrée (à prévoir en vitrage de sécurité).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
		AF	Prévu au CCTP lot 02 pour le sas d'entrée : - 1 porte extérieure automatique coulissante à rupture de pont thermique à 2 vantaux à ouverture centrale permettant un passage libre de 2340 mm de largeur et 2280 mm de hauteur et conforme à l'article CO48 par système intrinsèque mécanique. - 2 portes intérieures automatiques coulissantes, à 2 vantaux à ouverture centrale permettant un passage libre de 2340 mm de largeur et 2280 mm de hauteur et conformes à l'article CO48 par système intrinsèque mécanique.
	Sous-section 3 - Escaliers		
CO 49	Répartition des escaliers et distances maximales à parcourir.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 50	Conception des escaliers.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 51	Sécurité d'utilisation des escaliers.	AF	modification des mains courantes de l'escalier du hall vers la salle polyvalente réalisées en creux dans les nouveaux panneaux d'habillage intérieur.
CO 52	Protection des escaliers et des ascenseurs.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 53	Escaliers et ascenseurs encloisonnés.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
CO 54	Escaliers et ascenseurs à l'air libre.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CO 55	Escaliers droits.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CO 56	Escaliers tournants.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Section X - Tribunes		
CO 61	Tribunes fixes par destination ou télescopiques	SO	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	SO	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AS	Préciser au CCTP §02.2.7 la classe en réaction au feu des habillages en cassettes pliées prévus (à prévoir C-s3, d0 ou catégorie M2 en parois verticales et/ou B-s3, d0 ou catégorie M1 en plafond; PV de réaction au feu ou déclarations de performances à nous transmettre en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot). placage de bois revêtu d'une finition stratifié sur une sous-couche technique en papier kraft de type "MÉTAL" de la société OBERFLEX classé B-s1, d0 pour les habillages muraux en bois dans la cage d'escalier 02, y compris retour au droit de la nouvelle porte D.A.S, au RDC.
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AS	Préciser au CCTP §02.2.7 la classe en réaction au feu des habillages en cassettes pliées prévus (à prévoir C-s3, d0 ou catégorie M2 en parois verticales et/ou B-s3, d0 ou catégorie M1 en plafond; PV de réaction au feu ou déclarations de performances à nous transmettre en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	AF	- faux-plafonds par panneaux en acier inox prévu au CCTP lot 02 dans le sas et en prolongement jusqu'à l'entrée de l'amphithéâtre, y compris retour en mur sur la gauche du sas. - placage de bois revêtu d'une finition stratifié sur une sous-couche technique en papier kraft de type "MÉTAL" de la société OBERFLEX classé B-s1, d0 pour les habillages muraux en plafond dans la cage d'escalier 02 au RDC. - plafond bois perforé en panneaux MDF de 19 mm d'épaisseur revêtus aux deux faces d'un placage de bois revêtu d'une finition stratifié sur une sous-couche technique en papier kraft de type "ESSENCE FINES" de la société OBERFLEX classé B-s1, d0 en plafond du bureau accueil. - plafond en toile tendue classé B-s2, d0 décrit au CCTP lot 05 au droit de la nouvelle écriture lumineuse du hall.
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	SO	pour le plafond en toile tenue prévue dans le hall.
AM 8	Produits d'isolation.	AS	Préciser au CCTP §05.2.3.6 la classe en réaction au feu du tapis d'entrée prévu (PV de réaction au feu ou déclaration de performances à nous transmettre en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).
AM 9 - AM 10	Section II - Eléments de Décoration	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
AM 11 - AM 14	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables	SO	
AM 15	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés	SO	
AM 16	Principe général.	AF	
AM 17	Gros mobilier, agencement principal.	AS	Préciser au CCTP §05.2.3.3 la classe réaction au feu des panneaux MDF revêtus de placage bois prévus pour la banque d'accueil de la zone attente (PV de réaction au feu ou déclaration de performances à nous transmettre en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).
AM 18	Planchers légers surélevés.	SO	
AM 19	Rangées de sièges.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
AM 20	Section V – Elements à vocation décorative		
DF 1 - DF 10	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
	Appareils fonctionnant à l'éthanol.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Chapitre IV - Désenfumage	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire		
CH 1	Section I - Généralités		
CH 2§1	Objectif et domaine d'application.	PM	
CH 2§2	Règles applicables aux appareils	PM	Il appartient à l'installateur de s'assurer que l'appareil entrant dans le champ d'application d'une directive dispose du marquage CE.
CH 3	Règles applicables aux installations	PM	
CH 3§1	Sources énergétiques autorisées.		
CH 3§2	Combustibles liquides.	SO	
CH 3§3	Combustibles gazeux.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles CH	PM	Concerner le caisson d'extraction
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles EL		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 3 §4	Combustibles solides.	SO	
CH 4	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
CH 5 - CH12-1 §6	Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux. Nota : production de chaleur réalisée par trois chaudières gaz, VIESSMANN VITOPLEX 300, d'une puissance unitaire de 1,66 MW, soit 4,98 MW au total.
CH 13 - CH 17	Section III - Stockage des Combustibles	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CH 18 à CH 22	Section IV - Distribution en Phase Liquide de Butane et de Propane		Section abrogée par arrêté du 14/02/2000.
	Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud		
CH 23	Equipped des chaudières.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CH 24	Production d'air chaud à combustion.	SO	
CH 25	Fluides caloporteurs.	AF	Dépose du rideau d'air chaud, et reprise de l'alimentation existante en Eau Chaude / Eau Glacée pour le raccordement du ventilo-convecteur du bureau. Raccordement sur le réseau primaire en tube acier noir, calorifuge par 50 mm de laine de verre.
		PM	Nous rappelons que les canalisations de chauffage doivent être métalliques ou en matériau classé M1.
CH 26 - CH 27	Section VI - Eau Chaude Sanitaire	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Section VII - Traitement d'Air et Ventilation		
CH 28	Installation de ventilation.	PM	Identification des installations traitées en ventilation de confort: caisson d'extraction dédié au bureau Identification des installations traitées en VMC: sans objet
	Sous-section 1 - Ventilation de confort		
CH 29	Température de l'air.	SO	
CH 30			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 31			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	AS	Caisson d'extraction de type KANA ECM 100 de chez France AIR (cctp Lot 07§5.1.1) Il conviendra de préciser la nature des réseaux aérauliques. Nous rappelons que les conduits de distribution et de reprise d'air doivent être en matériaux de catégorie M0. Les conduits souples au raccordement des bouches sont admis ponctuellement en matériau M1 et sur une longueur maximale de 1 mètre. Au-delà de 1 mètre, le conduit souple doit être classé M0 (anciennement M0/M0).
		AS	Le caisson d'extraction ne peut pas être implanté dans un local à risque particulier, à moins qu'il ne le desserve, en application de la NF C 15-100. Une autre solution consisterait à l'isoler du local en le plaçant dans un placard coupe-feu ou au-dessus d'un faux-plafond coupe-feu.
CH 33	Prises et rejets d'air.	AF	Il est prévu un clapet coupe-feu à la traversée du local technique
CH 34	Dispositifs de sécurité.	AF	Rejet en toiture
		AF	Prévu au cctp Lot 07 §5.2.1, caisson d'extraction raccordé à l'arrêt d'urgence ventilation existant.
CH 35§2 - CH 35§4 et 5	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	SO	Ventilo-convecteur à eau
CH 36	Centrale de traitement d'air.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CH 37	Batterie de résistance électrique.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 38	Filtres.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
CH 39	Entretien des filtres.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion	HM	
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion	HM	
CH 41 - CH 43§4	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée	SO	Le caisson d'extraction dessert un local à pollution non spécifique.
CH 44 - CH 56	Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Section IX - Entretien et Vérification		
CH 57	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 58	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
GZ 1 - GZ 30	Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Chapitre VII - Installations électriques		
	Section I - Généralités		
EL 1	Objectifs.	PM	
EL 2	Documents à fournir.	AF	Voir liste des documents à transmettre.
EL 3	Définitions.	PM	
EL 4	Règles générales.	PM	
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	AF	Les travaux sont prévus conformes à la NFC 15-100.
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	HM	Disposition existante non modifiée.
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	AS	Les installations desservant les locaux et dégagements non accessibles au public doivent être commandées et protégées indépendamment de celles desservant les locaux et dégagements accessibles au public.
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	HM	Disposition existante non modifiée.
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	AF	230/400 V
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	PM	Les canalisations alimentant les circuits terminaux des locaux à risques d'incendie (BE2 /BE3) doivent être protégées contre les défauts d'isolement, à l'exception des canalisations préfabriquées par des dispositifs à courant différentiel résiduel de courant différentiel résiduel assigné au plus égal à 300 mA. De plus, les installations doivent être limitées à celles nécessaires à l'exploitation de ces locaux. Les canalisations électriques qui traversent de tels locaux, mais qui ne sont pas destinées à l'alimentation de ces locaux ne doivent comporter aucune connexion sur leur parcours à l'intérieur de ces locaux, à moins que ces connexions ne soient placées dans une enveloppe satisfaisant à l'essai au fil incandescent 960 °C.
	Section II – Règles d'Installation		
EL 5	Locaux de service électrique.	HM	Disposition existante non modifiée.
EL 6	Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.	HM	Si existant, non modifié.
EL 7	Implantation des groupes électrogènes.		
EL 7§1	Isolement du local groupe électrogène hors cogénération.		
EL 7§2	Installation de cogénération.		
EL 7§3	Ventilation du local.		
EL 7§4	Combustible liquide.		
EL 7§5	Combustible gazeux.		
EL 7§6	Gaz de combustion.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EL 8	Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).	HM	Si existant, non modifié.
EL 9	Tableaux "normaux".	HM	Disposition existante non modifiée.
EL 10	Canalisations des installations "normal-remplacement".		
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.	AF	
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.	AF	
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.	AF	
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.		
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.		
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement	HM	Disposition existante non modifiée.
EL 11	Appareillages et appareils d'utilisation.		
EL 12 - EL 17	Section III – Installation de Sécurité	HM	Disposition existante non modifiée.
	Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification		
EL 18	Maintenance, exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant.
EL 19	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EL 20 - EL 23	Section V - Installations Temporaires	SO	
	Chapitre VIII - Eclairage		
	Section I - Généralité		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	AF	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	AF	
EC 5	Appareils d'éclairage.	AF	Les luminaires fixes sont prévus conformes aux normes de la série NF EN 60598 les concernant.
	Section II - Eclairage Normal		
EC 6	Règles de conception et d'installation.	AF	
	Section III - Eclairage de Sécurité		
EC 7	Conception générale.	AF	
EC 8	Fonctions de l'éclairage de sécurité.	PM	
EC 9	Eclairage d'évacuation.	AS	Il convient de compléter le balisage des issues de secours au niveau du portique de secours et de la porte donnant accès au SAS.
EC 10	Eclairage d'ambiance ou d'anti-panique.	HM	Disposition existante non modifiée.
EC 11	Conception de l'éclairage de sécurité à source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs.	SO	
EC 12	Conception de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes.	AF	
EC 13	Maintenance et entretien.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 14	Exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 15	Vérifications.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
AS 1 - AS 11	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
GC 1 - GC 22	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie		
	section I - Généralités		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
MS 4 - MS 40	Section II - Moyens d'Extinction	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers		
MS 41	Affichage du plan de l'établissement.	HM	A la charge de l'exploitant : plan d'intervention à mettre à jour suite aux travaux.
MS 42	Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
MS 43	Tours d'incendie.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
MS 44	Trémies d'attaque.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Section IV - Service de Sécurité d'Incendie		
MS 45	Généralités.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 46	Composition et missions du service.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 47	Consignes.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
MS 48	Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 49	Service assuré par des sapeurs-pompiers.	HM	A la charge des services de sécurité.
MS 50	Poste de sécurité.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
MS 51	Exercices d'instruction.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 52	Présence de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.
	section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)		
MS 53	Objet.	AS	Préciser au CCTP §7.2 que le tableau de report d'alarme incendie prévu dans le bureau d'accueil devra être compatible avec le SSI existant (certificat NF SSI et rapport d'associativité à nous fournir en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).
MS 54	Zones : terminologie.	PM	
MS 55	Conception des zones.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
MS 56 - MS 58	Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Sous-section 2 - Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)		
MS 59	Généralités.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
MS 60	Automatismes.	AF	Porte DAS prévue au CCTP lot 05 pour l'escalier donnant accès à la salle polyvalente depuis le hall d'entrée.
	Sous-section 3 - Système d'alarme		
MS 61	Terminologie.	PM	
MS 62	Classement.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
MS 63	Utilisation de l'alarme générale sélective.	SO	
MS 64	Principes généraux d'alarme.	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 65	Conditions générales d'installation.	AS	En phase réception, le rapport de réception technique de coordination SSI devra nous être fourni.
MS 66	Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2.	AF	
MS 67	Conditions d'exploitation.	HM	
	Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation		
MS 68	Entretien.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 69	Consignes d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 70 - MS71 §8	Section VI - Système d'Alerte	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
	Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles		
MS 72	Entretien et signalisation.	HM	A la charge du MOA.
MS 73	Vérifications techniques.	HM	A la charge du MOA.
MS 74	Contrôles.	HM	Concerne l'exploitant.
MS 75	Autres obligations de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.

VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - type L (*)

Mission sans objet: Travaux hors zone type secondaire L.

VIII.10 - Sécurité des personnes dans les constructions- type N (*)

Mission sans objet: Travaux hors zone type secondaire L.

VIII.11 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	Section I - Généralités		
R1	Etablissements assujettis	AF	Établissement classé en type R 1ère catégorie avec activité secondaires L et N d'après le PV SDIS n° D-2022-005702/BL du 02/08/24.
R2	Détermination de l'effectif	PM	Cf « Classement et référentiel »
R3	Conditions particulières d'exploitation	HM	A respecter par l'exploitant.
R4	Parc de stationnement couvert	SO	
R5	Utilisation de produits et de matériels dangereux	SO	
	Section II - Construction		
R6	Conception de la distribution intérieure et stabilité au feu des structures	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R7	Locaux d'enseignement comprenant des installations d'enseignement technique	SO	
R8	Préaux	SO	
R9	Volumes libres intérieurs	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R10	Locaux à risques	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R11	Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère technique	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R12	Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère scientifique ou dans les locaux de recherche		
R12§1	Produits toxiques et liquides inflammables.	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R12§2	Distribution de gaz dits spéciaux	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R12§3	Distribution de liquides inflammables	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Section III - Dégagements		
R13	Largeur des dégagements	SO	
R14	Dégagements des écoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants	SO	
R15	Escaliers	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R16	Portes	AF	Porte DAS CF1/2H pour l'escalier donnant accès à la salle polyvalente depuis le hall d'entrée prévue au CCTP lot 05.
R17	Portes des sorties de secours	SO	Article abrogé.
	Section IV - Aménagements		
R18	Sièges de la salle polyvalente	SO	Article abrogé
R19 - R19§5	Section V - Désenfumage	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Section VI - Chauffage, Ventilation		
R20	Règles d'utilisation	AF	
R21	Température des appareils d'émission.	SO	
R22	Ventilation	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R23	Installations pédagogiques	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Section VII - Installations Electriques		
R24	Appareillage des écoles maternelles	SO	Article abrogé.
R25	Coupure d'urgence	HM	Disposition existante non modifiée.
	Section VIII - Eclairage		
R26	Eclairage normal	SO	Article abrogé.
R27	Eclairage de sécurité	PM	Cf EC7 à EC15.
R28 - R29	Section IX - Cuisines	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Section X - Moyens de Secours		
R30	Moyens d'extinction	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R31	Système de sécurité incendie, système d'alarme	AS	Préciser au CCTP §7.2 que le tableau de report d'alarme incendie prévu dans le bureau d'accueil devra être compatible avec le SSI existant (certificat NF SSI et rapport d'associativité à nous fournir en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).
R31 §1	- Etablissements avec locaux à sommeil	SO	
R31 §2	- Equipement d'alarme	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R31 §3	- Cas des établissements multi-bâtiments	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R32	Système d'alerte	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R33	Exercices d'évacuation	HM	A respecter par l'exploitant.

VIII.12 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants		
NF P01-012 - 1988 - NF E85-015	Implantation et caractéristiques des garde-corps	SO	Travaux dans zone en simple rez-de-chaussée d'un bâtiment existant.
DTU 39-P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes	SO	Travaux dans zone en simple rez-de-chaussée d'un bâtiment existant.
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt - Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes - Visualisation - Traitement des bords libres accessibles - Cas particulier : séparation des balcons - Cas particulier des établissements scolaires - Cas particulier des établissements sportifs couverts	AS AF AS AF SO SO AS SO	Préciser au CCTP §02.2.1.1 le type de vitrage de la porte extérieure automatique coulissante du sas d'entrée (à prévoir en vitrage de sécurité). - remplissage par double vitrage feuilleté prévu au CCTP lot 02 pour les cloisons vitrées bord à bord à rupteur de pont thermique du nouveau sas d'entrée. - remplissage en vitrage trempé de protection conforme à la norme EN 12543 prévu au CCTP lot 02 pour les garde-corps vitrés bord à bord délimitant la zone attente. - verre monolithique clair trempé de 10 mm d'épaisseur prévu au CCTP lot 03 pour le portillon de secours. Aucune visualisation du vitrage des portes vitrées du sas d'entrée n'est décrite au CCTP : à prévoir conformément au DTU 39P5. visualisation du vitrage prévue au CCTP lot 02 pour les cloisons vitrées bord à bord à rupteur de pont thermique du nouveau sas d'entrée. Préciser au CCTP §02.2.1.1 le type de vitrage de la porte extérieure automatique coulissante du sas d'entrée (à prévoir en vitrage de sécurité).
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre	SO	
Chapitre 7	Vitrages situés en zone sismique	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
Chapitre 7	Vitrages exposés aux risques de cyclones	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	Vitrages exposés aux risques d'avalanches	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	SO	Travaux dans zone en simple rez-de-chaussée d'un bâtiment existant.
R4214-6	Parois transparentes ou translucides		
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13		
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents		
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées		
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	SO	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge	SO	
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants	SO	
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	Les travaux sont prévus conformes à la NFC 15-100.
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF	
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	HM	Disposition existante non modifiée.
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	PM	Les canalisations alimentant les circuits terminaux des locaux à risques d'incendie (BE2 /BE3) doivent être protégées contre les défauts d'isolement, à l'exception des canalisations préfabriquées par des dispositifs à courant différentiel résiduel de courant différentiel résiduel assigné au plus égal à 300 mA. De plus, les installations doivent être limitées à celles nécessaires à l'exploitation de ces locaux. Les canalisations électriques qui traversent de tels locaux, mais qui ne sont pas destinées à l'alimentation de ces locaux ne doivent comporter aucune connexion sur leur parcours à l'intérieur de ces locaux, à moins que ces connexions ne soient placées dans une enveloppe satisfaisant à l'essai au fil incandescent 960 °C.
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	HM	Disposition existante non modifiée.
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	PM	Cf EC 7 à EC15.
CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation			
Section 1 Dispositions générales			
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	PM	- Cf Matrice SEI - (Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	SO	
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	SO	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	AF	Travaux dans zone en simple RdC d'un bâtiment existant avec sorties de plain pied directes sur l'extérieur.
R4216-3	Isolement des Tiers	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux objet du présent rapport.
R4216-4	Détermination de l'effectif	PM	voir rubrique Classement et référentiel.
Section 2 Dégagements			
R4216-5	Largeur des dégagements.	PM	voir Matrice SEI.
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac		
R4227-6	Manoeuvre des portes		
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut		
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements		
R4227-9	Conception escaliers		
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers		
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols		
R4227-13	Signalisation des issues		
R4227-14	Eclairage de sécurité		
R4216-7	Saillies et dépôts		
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements		
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.		
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation		
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements		
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers		
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Section 4 Chauffage des Locaux		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers	PM	Voir matrice articles CH
R4227-16	Combustibles liquides	SO	
R4227-18	Installations des appareils	SO	
R4227-19	Alimentation des appareils	SO	Ventilo-convecteur raccordé au réseau d'eau chaude existant.
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment	AF	
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution	PM	Voir article CH32
R4216-20	Usage de la brasure tendre	SO	
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	PM	Cf Matrice SEI.
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-29	Extincteurs		Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire		
R4227-31	Accès et manipulation faciles		
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité		
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction		
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)		
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux		
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)		
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité		
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité		
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
Section 8 – Prévention des explosions			
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative			
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
Arrêté du 5 Août 1992			
Art. 1 - Art. 9	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Art.10 - Art.15	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Arrêté du 23/06/1978	Installations de Chauffage		
	Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public	PM	Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.
Arrêté du 21/03/1968	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 01/07/2004	Installations de Stockage Produits pétroliers	SO	
Arrêté du 30/07/1979	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Arrêté du 23/02/2018	Installations de Gaz	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Arrêté du 22/10/1969	Conduits de Fumée		
	Conduits de fumée desservant les logements.	SO	
Art 3 décret 2011-36 - R142-5	DETECTEURS DE FUMÉE DANS LES LIEUX D'HABITATION	SO	
	Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013		
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR	HM	
Décret n° 2003-296	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS	HM	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

IX - ANNEXES

SOMMAIRE PRO

////////////////////
ACCORD-CADRE : 2023SERVP00001
MARCHE SUBSEQUENT :
2023SERVP0003
REPOSITIONNEMENT DE L'ACCUEIL DE
L'ENSIACET
////////////////////

Membres de l'équipe :

ASAKA ARCHITECTES

51 rue de Périole, 31500 TOULOUSE
Tél. 07.87.22.28.80
aknine@asaka-architectes.fr
Architecte mandataire

ISAO

150 rue Nicolas-Louis Vauquelin
Bât B – 4ème étage – 31100 TOULOUSE
Tél. 05 34 51 12 60
s.dufour-filhol@isao-structures.fr
Bureau d'études Structure

ECOZIMUT

5 rue Saint Pantaléon, 31000 TOULOUSE
Tél. 05 82 95 20 90
loic.capitaine@ecozimut.com
Bureau d'études Fluides/CVC

BATECO

2 rue de l'Ourmède, 31620 CASTELNAU-
D'ESTREFONDS
Tél. 05 61 47 64 64
ddavid@bateco.fr
Economie de la construction / OPC

EMACOUSTIC

6 rue des tonneliers- 31700 BLAGNAC
Tél. 06 83 88 85 59
e.boussely@emacoustic.fr
Bureau d'études Acoustique



SOMMAIRE

PIECES ECRITES :

1 – CCTP

2 – CDPGF

3 – ESTIMATION PRO / ALLOTISSEMENT

4 – DOCUMENTATION TECHNIQUES ET PRODUITS

5 – PLANNING PRÉVISIONNEL

6 – NOTICE ACOUSTIQUE

PIECES GRAPHIQUES :

- ENSIACET ACCUEIL - PRO Plans phasages

01-LOT GO DEMOLITIONS

- ENSIACET ACCUEIL - PRO_PLAN GUIDE_GO

02-LOTS ARCHITECTURAUX

- ENSIACET ACCUEIL - PRO PLANS ARCHITECTURAUX
- ENSIACET ACCUEIL - PRO CARNET DE DETAIL

03-LOT CFO-CFA

- ENSIACET ACCUEIL - PRO-PLAN_ELEC (50ème)
- ENSIACET ACCUEIL - PRO-PLAN_ELEC (100ème)

04-LOT CVC

- ENSIACET ACCUEIL - PRO_CVC_CHAUFFAGE
- ENSIACET ACCUEIL – PRO_CVC_VENTILATION